

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/30204]

5 JANVIER 2021. — Arrêté royal relatif à l'utilisation de chiens lors de l'exercice d'activités de gardiennage telles que visées dans la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, les articles 3, 12°, et 89 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 2010 réglant certaines méthodes de gardiennage ;

Vu l'avis n° 67.606/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — GENERALITES

Article 1^{er}. Dans le cadre de l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° loi : la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière ;

2° activités de gardiennage : les activités visées à l'article 3 de la loi ;

3° administration: la Direction Sécurité privée relevant du SPF Intérieur - DG Sécurité et Prévention ;

4° chien de berger: toutes les races de chiens reprises par la Fédération Cynologique Internationale (FCI) dans le groupe de race 1 ;

5° entreprise: une entreprise de gardiennage telle que visée à l'article 4 de la loi ;

6° service interne: un service interne de gardiennage tel que visé à l'article 5 de la loi ;

7° service de sécurité: un service tel que visé à l'article 11 de la loi ;

8° chien pisteur : chien déployé pour la recherche de personnes, drogues, explosifs, composants d'explosifs, munitions, armes, accélérateurs d'incendie ou fuites de gaz.

9° chien de patrouille : chien qui assiste l'agent de gardiennage lors de l'exercice d'activités de gardiennage spécifiques et l'accompagne afin de dissuader les personnes ayant des intentions déviantes ;

10° maître-chien: un agent de gardiennage ou de sécurité qui utilise un chien dans l'exercice d'activités de gardiennage ;

11° jours ouvrables : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Art. 2. Pour l'exercice d'activités de gardiennage, les chiens peuvent uniquement être utilisés :

1° comme chiens de patrouille dans le cadre de l'exercice des activités visées aux articles 12 et 13 ;

2° comme chiens pisteurs :

- pour la fouille de biens mobiliers ou immobiliers lors de l'activité visée à l'article 3, 9° de la loi ;

- s'il fait fonction de moyen technique dans le cadre de l'article 3, 12° de la loi ;

- pour la détection de personnes non autorisées dans le cadre de la compétence visée à l'article 144 de la loi.

Art. 3. Les entreprises ne peuvent proposer des activités de gardiennage avec un chien pisteur ou un chien de patrouille que si, au moment de l'offre, elles disposent d'au moins un binôme maître-chien et chien répondant aux conditions fixées par la loi et ses arrêtés d'exécution pour l'activité en question.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/30204]

5 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit betreffende het gebruik van honden bij de uitoefening van bewakingsactiviteiten zoals bedoeld in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, de artikelen 3, 12°, en 89;

Gelet op het koninklijk Besluit van 15 maart 2010 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking;

Gelet op advies 67.606/2 van de Raad van State, gegeven op 6 juli 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — ALGEMEEN

Artikel 1. In het kader van de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de wet: de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

2° bewakingsactiviteiten: de activiteiten bedoeld in artikel 3 van de wet;

3° administratie: de directie private veiligheid behorend tot de AD veiligheid en preventie, FOD Binnenlandse Zaken;

4° herdershond: alle hondenrassen die door de Fédération Cynologique Internationale (FCI) worden ingedeeld in rasgroep 1;

5° onderneming: een bewakingsonderneming zoals bedoeld in artikel 4 van de wet;

6° interne dienst: een interne bewakingsdienst zoals bedoeld in artikel 5 van de wet;

7° veiligheidsdienst: een dienst zoals bedoeld in artikel 11 van de wet;

8° speurhond: hond ingezet voor het speuren naar personen, drugs, explosieven, componenten van explosieven, munitie, wapens, brandversnellers of gaslekken;

9° patrouillehond : hond die de bewakingsagent bijstaat bij het uitvoeren van welbepaalde bewakingsactiviteiten en hem vergezelt om personen met normafwijkende intenties af te schrikken;

10° geleider: een bewakingsagent of veiligheidsagent die bij de uitoefening van bewakingsactiviteiten gebruik maakt van een hond;

11° werkdagen : alle dagen die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag zijn.

Art. 2. Honden kunnen bij de uitoefening van bewakingsactiviteiten enkel worden gebruikt:

1° als patrouillehond bij het uitvoeren van de activiteiten bedoeld in de artikelen 12 en 13;

2° als speurhond :

- voor het doorzoeken van roerende of onroerende goederen bij de activiteit bedoeld in artikel 3, 9° van de wet;

- indien hij als technisch middel fungeert in het kader van artikel 3, 12° van de wet;

- voor het detecteren van onbevoegden in het kader van de bevoegdheid bedoeld in artikel 144 van de wet.

Art. 3. Ondernemingen mogen enkel bewakingsactiviteiten met speurhond of patrouillehond aanbieden indien zij op het moment van het aanbod beschikken over minstens één combinatie geleider en hond die voor de desbetreffende activiteit voldoet aan de voorwaarden bepaald in de wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Art. 4. Un chien n'a qu'un seul maître-chien.

Art. 5. Un chien est soit chien de patrouille soit chien pisteur.

S'il s'agit d'un chien pisteur, il ne peut être spécialisé et utilisé que dans un seul des domaines suivants:

- drogues,
- personnes,
- explosifs et composants d'explosifs,
- munitions et armes,
- accélérateurs d'incendie ou
- fuites de gaz.

Art. 6. Les chiens ne peuvent jamais être utilisés comme arme ou moyen de contrainte ou être déployés pour attaquer.

La muselière d'un chien de patrouille ou d'un chien pisteur ne peut pas être conçue ou constituée de pièces ayant pour but de permettre au chien de l'utiliser comme arme à impulsion ou de blesser des personnes.

Art. 7. L'utilisation de chiens entraînés à attaquer ou à mordre est interdite.

Art. 8. Dans la mesure où la société de transports concernée autorise la présence de chiens dans ses véhicules, les agents de gardiennage et de sécurité peuvent se déplacer en compagnie de leur chien pour raisons professionnelles en empruntant les véhicules de passagers des sociétés de transports en commun si le chien est muselé, conformément à l'article 16, et tenu en laisse, conformément à l'article 17. Pendant ces déplacements, ils ne peuvent pas exercer leurs activités de gardiennage.

Art. 9. Aussi bien au début que pendant l'exercice de l'activité de gardiennage, le maître-chien doit s'assurer que son chien est à même d'effectuer ses tâches correctement. Si ce n'est pas le cas, il en informe immédiatement le mandant et arrête ou ne commence pas les activités de gardiennage avec le chien concerné.

Art. 10. Les chiens doivent être identifiables grâce à une micropuce et un enregistrement tel que prévu dans l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens.

CHAPITRE 2. — CHIENS DE PATROUILLE

Art. 11. Peuvent exclusivement être utilisés comme chiens de patrouille des chiens de berger qui :

1° sont âgés d'au minimum 12 mois ;

2° sont la propriété de l'entreprise, du service interne, du service de sécurité ou du maître-chien qui utilise le chien.

Art. 12. Les chiens de patrouille peuvent exclusivement être déployés lors des activités de gardiennage suivantes :

1° les activités visées à l'article 3, 1°, 2° et 13° de la loi, dans la mesure où elles ne sont exercées ni dans des bâtiments ou parties de bâtiments accessibles au public ni dans des véhicules de passagers accessibles au public ou dans la mesure où elles sont effectuées par des services de sécurité dans des lieux où les compétences du service de sécurité peuvent être exercées et qui ne sont pas un véhicule de passagers en marche;

2° les activités de gardiennage d'événements, telles que visées à l'article 3, 7°, de la loi, pour autant qu'elles soient exercées sur des parkings ou sites non accessibles au public ;

3° les activités de "gardiennage milieu de sorties", telles que visées à l'article 3, 8°, de la loi, pour autant qu'elles soient exercées sur des parkings ou sites non accessibles au public.

Art. 13. Par dérogation à l'article 12, 1° un chien de patrouille peut être utilisé dans un bâtiment ou une partie de bâtiment accessible au public dans les cas suivants:

1° s'il s'agit d'un lieu visé à l'article 137 de la loi ;

2° s'il s'agit d'un parking ou d'une galerie commerciale, entre 19 heures et 7 heures.

Art. 14. L'agent de gardiennage ou de sécurité qui guide un chien lors de l'exercice des activités visées à l'article 12 ne peut pas simultanément effectuer de :

1° contrôle d'accès tel que visé aux articles 102 et 140 de la loi ;

2° contrôle de sortie tel que visé à l'article 107 de la loi ;

3° gardiennage armé;

Art. 4. Een hond heeft slechts één geleider.

Art. 5. Een hond is ofwel patrouillehond ofwel speurhond.

Indien hij speurhond is, kan hij gespecialiseerd en ingezet worden in slechts één van de volgende domeinen:

- drugs,
- personen,
- explosieven en componenten van explosieven,
- munitie en wapens,
- brandversnellers of
- gaslekken.

Art. 6. Honden kunnen nooit als wapen of dwangmiddel worden gebruikt of worden ingezet om aan te vallen.

De muilkorf van een patrouillehond of van een speurhond mag niet vervaardigd zijn of onderdelen bevatten met het oogmerk hem door de hond te laten gebruiken als stootwapen of om personen te kwetsen.

Art. 7. De inzet van honden die getraind zijn om aan te vallen of te bijten is verboden.

Art. 8. In zoverre de betrokken vervoersmaatschappij de aanwezigheid van honden in zijn voertuigen toelaat, mogen bewakings- en veiligheidsagenten zich om dienstredenen met hun hond via reizigersvoertuigen van openbare vervoersmaatschappijen verplaatsen op voorwaarde dat de hond gemuilkorfd is conform artikel 16 en aangelijnd is conform artikel 17. Tijdens deze verplaatsingen mogen zij geen bewakingsactiviteiten uitoefenen.

Art. 9. Zowel bij de aanvang als tijdens de uitoefening van de bewakingsactiviteit, dient de geleider er zich van te vergewissen dat zijn hond in staat is om zijn taken correct uit te voeren. Indien dit niet het geval is, verwittigt hij onmiddellijk de opdrachtgever en stopt hij de bewakingsactiviteiten met de betrokken hond of vat hij deze niet aan.

Art. 10. De honden dienen identificeerbaar te zijn door middel van een microchip en registratie zoals bepaald in het Koninklijk Besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden.

HOOFDSTUK 2. — PATROUILLEHONDEN

Art. 11. Als patrouillehond kunnen uitsluitend herdershonden ingezet worden die:

1° een minimumleeftijd hebben van 12 maanden;

2° eigendom zijn van de onderneming, interne dienst, veiligheidsdienst of geleider die de hond inzet.

Art. 12. Patrouillehonden kunnen uitsluitend ingezet worden bij volgende bewakingsactiviteiten :

1° activiteiten bedoeld in artikel 3, 1°, 2° en 13° van de wet, voor zover ze noch in gebouwen of gedeelten van gebouwen die publiek toegankelijk zijn noch in publiek toegankelijke reizigersvoertuigen worden uitgeoefend of voor zover ze worden uitgeoefend door veiligheidsdiensten op plaatsen waar de bevoegdheden van de veiligheidsdienst mogen worden uitgeoefend en die geen rijdend reizigersvoertuig zijn;

2° activiteiten van evenementenbewaking, zoals bedoeld in artikel 3, 7° van de wet, voor zover zij uitgeoefend worden op parkings of niet-publiek toegankelijke plaatsen;

3° activiteiten van "bewaking uitgaansmilieu", zoals bedoeld in artikel 3, 8° van de wet, voor zover zij uitgeoefend worden op parkings of niet-publiek toegankelijke plaatsen.

Art. 13. In afwijking van artikel 12, 1° kan een patrouillehond gebruikt worden in een gebouw of gedeelte van een gebouw dat publiek toegankelijk is, indien het een plaats betreft:

1° zoals bedoeld in artikel 137 van de wet;

2° die een parking of winkelgalerij is, tussen 19 uur en 7 uur.

Art. 14. De bewakings- of veiligheidsagent die een patrouillehond geleidt bij het uitoefenen van de activiteiten bedoeld in artikel 12 kan niet tegelijkertijd:

1° een toegangscontrole uitvoeren zoals bedoeld in artikel 102 en 140 van de wet;

2° een uitgangcontrole uitvoeren zoals bedoeld in artikel 107 van de wet;

3° gewapende bewaking uitvoeren;

4° contrôle d'identité, tel que visé aux articles 106 et 174 de la loi ;

5° contrôle des titres de transports dans le cadre des compétences des services de sécurité, tel que prévu par la loi.

Art. 15. L'utilisation ou la présence d'un chien de patrouille n'est pas autorisée en cas de réalisation d'un contrôle de sécurité après rétention tel que visé aux articles 114 et 180 de la loi ou en cas d'écartement tel que visé à l'article 173 de la loi.

Art. 16. Pendant l'exercice des activités visées dans ce chapitre, le chien de patrouille est en permanence muselé de manière à ce qu'il ne puisse pas mordre.

Art. 17. Pendant l'exercice des activités visées dans ce chapitre, le chien de patrouille est en permanence tenu en laisse d'une longueur maximum de deux mètres.

CHAPITRE 3. — CHIENS PISTEURS

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 18. Des chiens peuvent exclusivement être utilisés comme chiens pisteurs s'ils :

1° sont âgés d'au minimum 16 mois ;

2° sont la propriété de l'entreprise, du service interne ou du service de sécurité qui utilise le chien.

Art. 19. La fouille de biens avec un chien pisteur dans le cadre de l'exercice d'activités visées aux articles 3, 9° et 144 de la loi, ne peut être effectuée que moyennant le respect des méthodes et procédures telles que définies en application de l'article 89 de la loi.

Art. 20. Un chien pisteur peut être utilisé pendant un maximum de 8 heures par 24 heures, y compris les périodes de repos.

Après chaque 30 minutes d'activité, le maître-chien doit laisser le chien se reposer pendant au moins 30 minutes.

Section 2. — Fouille de biens mobiliers ou immobiliers

Sous-section 1^{re}. — Généralités

Art. 21. Lors de l'exercice de l'activité visée à l'article 3, 9°, de la loi, les chiens pisteurs doivent toujours être tenus en laisse d'une longueur maximale de deux mètres.

Art. 22. Le chien ne peut être sans muselière que pendant le pistage lui-même.

Sous-section 2. — Fouille de biens mobiliers

Art. 23. Les agents de gardiennage et de sécurité ne peuvent, lors de l'exercice de l'activité visée à l'article 3, 9°, de la loi, fouiller des biens mobiliers à l'aide de chiens pisteurs que si cette fouille a lieu dans un lieu qui est rendu temporairement non accessible au public afin que la fouille puisse être effectuée sans entrave.

Art. 24. Complémentaire à la condition visée à l'article 23, les agents de gardiennage et de sécurité ne peuvent fouiller à l'aide d'un chien pisteur les biens qu'une personne a sur elle ou avec elle que si les conditions suivantes sont remplies de manière cumulative :

1° l'intéressé les soumet volontairement à la fouille ;

2° les biens sont séparés de l'intéressé pendant la fouille ;

3° la fouille a lieu sous la vidéosurveillance ou dans la vue directe de l'intéressé ;

4° la fouille a lieu dans le cadre d'un contrôle d'accès ou s'il y a indication que la personne transporte ou a sur elle des objets ou substances visés à l'article 3, 9°, de la loi.

En dérogation au premier alinéa, les conditions 1°, 3° et 4° ne sont pas applicables aux lieux visés à l'article 137 de la loi.

Art. 25. La vidéosurveillance, telle que définie à l'article 24, 3°, enregistre les actions accomplies de manière reconnaissable.

Dans les cas visés à l'article 24, alinéa 1^{er}, il appartient au mandant de s'assurer que les caméras de surveillance fonctionnent correctement et que les images sont disponibles pendant un mois pour les services de police et les services judiciaires.

Le délai de conservation des images visé à l'alinéa 2 est porté à trois mois dans les lieux visés à l'article 3 de l'arrêté royal du 6 décembre 2018 'déterminant les lieux où le responsable du traitement peut diriger ses caméras de surveillance vers le périmètre entourant

4° een identiteitscontrole zoals bedoeld in de artikelen 106 en 174 van de wet uitvoeren ;

5° vervoersbewijscontrole in het kader van de bevoegdheden van veiligheidsdiensten, zoals voorzien door de wet, uitvoeren.

Art. 15. De inzet of aanwezigheid van een patrouillehond is niet toegelaten bij het uitvoeren van een veiligheidscontrole na vating zoals bedoeld in de artikelen 114 en 180 van de wet of bij een verwijdering zoals bedoeld in artikel 173 van de wet.

Art. 16. De patrouillehond is tijdens de uitoefening van de activiteiten bedoeld in dit hoofdstuk ten allen tijde genuilkorfd op een wijze dat hij niet kan bijten.

Art. 17. De patrouillehond wordt tijdens de uitoefening van de activiteiten bedoeld in dit hoofdstuk steeds aan een leiband gehouden met een maximumlengte van twee meter.

HOOFDSTUK 3. — SPEURHONDEN

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 18. Als speurhond kunnen uitsluitend honden ingezet worden die :

1° een minimumleeftijd hebben van 16 maanden ;

2° eigendom zijn van de onderneming, interne dienst of veiligheidsdienst die de hond inzet.

Art. 19. De doorzoeking van goederen met een speurhond in uitoefening van activiteiten zoals bedoeld in artikel 3, 9° en 144 van de wet kan enkel worden uitgevoerd mits de naleving van de methodes en procedures zoals bepaald in uitvoering van artikel 89 van de wet.

Art. 20. Een speurhond kan per 24 uur maximum 8 uur worden ingezet, met inbegrip van de rustperiodes.

Na elke 30 minuten activiteit moet de geleider de hond minimaal 30 minuten laten rusten.

Afdeling 2. — Doorzoeken van roerende of onroerende goederen

Onderafdeling 1. — Algemeen

Art. 21. Speurhonden dienen bij het uitoefenen van de activiteit bedoeld in artikel 3, 9°, van de wet steeds aan een leiband met een maximumlengte van twee meter gehouden te worden.

Art. 22. Enkel tijdens het speuren zelf mag de hond ongemuilkorfd zijn.

Onderafdeling 2. — Doorzoeken van roerende goederen

Art. 23. Bewakings- en veiligheidsagenten kunnen, bij het uitoefenen van de activiteit bedoeld in artikel 3, 9° van de wet, enkel roerende goederen doorzoeken met behulp van een speurhond als deze doorzoeking plaatsvindt op een plaats die tijdelijk niet publiek toegankelijk wordt gemaakt zodat de doorzoeking ongehinderd kan uitgevoerd worden.

Art. 24. Bijkomend aan de voorwaarde bedoeld in artikel 23 kunnen bewakings- en veiligheidsagenten met behulp van een speurhond goederen die een persoon op of bij zich draagt enkel doorzoeken als de volgende voorwaarden cumulatief vervuld zijn :

1° de betrokkene deze vrijwillig aan de doorzoeking onderwerpt ;

2° de goederen tijdens de doorzoeking afgescheiden worden van de betrokkene ;

3° de doorzoeking plaatsvindt onder cameratoezicht of binnen het directe zicht van de betrokkene ;

4° de doorzoeking plaatsvindt bij een toegangscontrole of bij indicatie dat de persoon voorwerpen of substanties zoals bedoeld in artikel 3, 9°, van de wet op of bij zich draagt.

In afwijking van het eerste lid, zijn de voorwaarden 1°, 3° en 4° niet van toepassing op de plaatsen bedoeld in artikel 137 van de wet.

Art. 25. Het cameratoezicht zoals bepaald onder artikel 24, 3° registreert de handelingen die gesteld worden op herkenbare wijze.

In de gevallen bedoeld in artikel 24, eerste lid, is de opdrachtgever ervoor verantwoordelijk dat de bewakingscamera's correct functioneren en dat de beelden gedurende één maand beschikbaar zijn voor de politiediensten en gerechtelijke diensten.

De bewaartermijn bedoeld in alinea 2 wordt verlengd tot drie maanden op de plaatsen bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 6 december 2018 'tot vaststelling van de plaatsen waar de verwerkingsverantwoordelijke zijn bewakingscamera's kan richten op

CHAPITRE 5. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 36. Sont abrogés les articles 16 à 20 inclus de l'arrêté royal du 15 mars 2010 réglant certaines méthodes de gardiennage.

Art. 37. En dérogation à l'article 11, 2°, les entreprises, services internes et services de sécurité peuvent utiliser des chiens de patrouille dont ni l'entreprise ou service concerné, ni le maître-chien n'est propriétaire jusqu'à maximum un an après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

En dérogation à l'article 18, les entreprises, services internes et services de sécurité peuvent utiliser des chiens pisteurs dont ils ne sont pas propriétaire jusqu'à maximum un an après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à condition que le chien soit la propriété du maître-chien.

Art. 38. Notre Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 janvier 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur
et des Réformes institutionnelles,
A. VERLINDEN

HOOFDSTUK 5. — OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 36. De artikelen 16 tot en met 20 van het koninklijk besluit van 15 maart 2010 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking worden opgeheven.

Art. 37. In afwijking van artikel 11, 2°, kunnen ondernemingen, interne diensten en veiligheidsdiensten patrouillehonden inzetten waarvan noch de betreffende onderneming of dienst, noch de geleider eigenaar is tot maximum één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

In afwijking van artikel 18 kunnen ondernemingen, interne diensten en veiligheidsdiensten speurhonden inzetten waarvan zij geen eigenaar zijn tot maximum één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit, op voorwaarde dat de hond eigendom is van zijn geleider.

Art. 38. Onze Minister die Binnenlandse Zaken onder zijn bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 januari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken
en van Institutionele Hervormingen,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/10023]

24 JANVIER 2021. — Arrêté royal relatif aux émissions en 2021 de pièces commémoratives de 2 euros, à l'occasion du 100^e anniversaire de la création de l'union économique (douanière) Belgo-Luxembourgeoise et du 500^e anniversaire de l'émission des pièces de la période de la deuxième ordonnance de l'empereur Charles Quint

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 juillet 2017 portant des dispositions financières et fiscales diverses et portant des mesures en matière de contrats de concession, l'article 3 ;

Vu l'arrêté royal du 3 septembre 1998 relatif à la face nationale de la première série de pièces libellées en EURO, modifié par les arrêtés royaux des 13 décembre 2007, 19 mars 2009 et 26 janvier 2014 ;

Vu la décision de la Banque centrale européenne du 24 novembre 2020 relative à l'approbation du volume de l'émission de pièces en 2021 ;

Vu l'avis de l'inspection des Finances, donné le 2 décembre 2020 ;

Vu l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le 4 janvier 2021 ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que les pièces à l'occasion du 100^e anniversaire de la création de l'union économique (douanière) Belgo-Luxembourgeoise seront émises en juillet 2021 et qu'il y a lieu dès lors d'en définir les spécifications techniques sans délai ;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. À l'occasion du 100^e anniversaire de la création de l'union économique (douanière) Belgo-Luxembourgeoise et du 500^e anniversaire de l'émission des pièces de la période de la deuxième ordonnance de l'empereur Charles Quint, sont émises deux pièces commémoratives de 2 euros.

Art. 2. Les pièces visées à l'article 1^{er} ont les mêmes spécifications techniques que les pièces de 2 euros qui sont frappées en exécution de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 relatif à l'émission de la première série de pièces libellées en euro.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2021/10023]

24 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit betreffende de uitgften in 2021 van herdenkingsstukken van 2 euro, ter gelegenheid van de 100^{ste} verjaardag van de oprichting van de economische (douane) unie België -Luxemburg en de 500^{ste} verjaardag van de uitgifte van de muntstukken tweede ordonnantie emissieperiode door Keizer Karel V

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 juli 2017 houdende diverse financiële en fiscale bepalingen en houdende maatregelen inzake concessieovereenkomsten, artikel 3 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 september 1998 betreffende de nationale zijde van de eerste serie euromuntstukken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 december 2007, 19 maart 2009 en 26 januari 2014 ;

Gelet op het besluit van de Europese Centrale Bank van 24 november 2020 inzake de goedkeuring met betrekking tot de omvang van de muntuitgifte in 2021 ;

Gelet op het advies van de inspectie van Financiën, gegeven op 2 december 2020 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 4 januari 2021 ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende dat deze stukken ter gelegenheid van 100^{ste} verjaardag van de oprichting van de economische (douane)-unie België -Luxemburg uitgegeven zullen worden in juli 2021 en dat bijgevolg de technische specificaties onverwijld omschreven moeten worden ;

Op de voordracht van de Vice-eersteminister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Ter gelegenheid van de 100^{ste} verjaardag van de oprichting van de economische (douane)unie België -Luxemburg en de 500^{ste} verjaardag van de uitgifte van de muntstukken tweede ordonnantie emissieperiode door Keizer Karel V worden twee herdenkingsstukken van 2 euro uitgegeven.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde stukken hebben dezelfde technische specificaties als de stukken van 2 euro die worden aangemunt in uitvoering van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de uitgifte van de eerste serie euromuntstukken.